



[www.transparencymaroc.ma](http://www.transparencymaroc.ma)  
TRANSPARENCY MAROC  
Observatoire de la corruption  
[onc@menara.ma](mailto:onc@menara.ma)

Novembre 2009

# **Revue de presse hebdomadaire n°82**

**Semaine :  
Du 16 au 20 novembre 2009**

**Cette revue de presse est préparée par l'Observatoire de la Corruption**

16/11/09

**Lutte contre la corruption : Rabat accueillera l'édition 2011 de la conférence des Etats parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption**

*Le mécanisme de suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption, dont les dispositions divisaient les 141 pays signataires, a été adopté vendredi au terme d'une conférence de 5 jours à Doha. Le Maroc a été choisi pour accueillir en 2011 la prochaine conférence des pays signataires de la Convention.*

*Le Soir*

**Création d'un Conseil économique et social**

*« La création du Conseil économique et social (CES) témoigne du progrès réalisé sur la voie de l'instauration d'un véritable dialogue social et de la promotion de la paix sociale au Maroc », a souligné le président du CCDH, M. Ahmed HERZENNI, lors d'un colloque, organisé vendredi par le Forum des alternatives Maroc sur le thème « le Conseil économique et social et les défis du respect des droits socio-économiques, culturels et environnementaux ». Ali BOUABID, président de la Fondation Abderrahim BOUABID, a déclaré quant à lui que la loi organique du CES doit prévoir le droit du conseil d'obtenir l'information, de publier ses avis et propositions et de les soumettre à l'opinion publique.*

*Libération*

**A Smara, un journaliste syndicaliste devant le conseil de discipline pour avoir divulgué une affaire de corruption**

*A Smara, un journaliste syndicaliste a été présenté devant le conseil de discipline sous prétexte d'entrave au travail de la délégation du ministère de l'Education Nationale. L'accusé, victime de harcèlement et de menaces après qu'il ait divulgué des affaires de corruption qui touchent la délégation, estime que cette démarche est une vengeance.*

*Al Ittihad AL Ichtiraki*

**Les Nations Unies récompensent le Maroc pour ses réalisations dans le domaine de la lutte contre la corruption**

*Selon l'ambassadeur du Maroc à Vienne, Omar ZNIBER, « le choix du Maroc pour accueillir en 2011, la 4ème session de la conférence des Etats-Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, est un choix judicieux, car le Maroc poursuit une politique très avancée en matière de lutte contre la corruption tant au niveau législatif, organisationnel qu'institutionnel ». L'ambassadeur a confirmé que les réformes engagées par le Maroc, dans le domaine de la lutte contre la corruption, rencontrent un franc succès au niveau international et plus particulièrement au niveau des Nations Unies. Il a ajouté que la prochaine conférence au Maroc sera organisée sur le thème de la lutte contre la corruption en Afrique, dans le monde arabe et en Méditerranée.*

*Attajdid, Bayane Al Yaoum, Annahar Al Maghribiya*

**17/11/09**

**Transparency Maroc dévoile aujourd'hui les résultats de l'indice de perception de la corruption**

*Transparency Maroc dévoile aujourd'hui les résultats de l'indice de perception de la corruption 2009 et ceux de l'étude sur le Système national d'intégrité. En ce qui concerne l'indice de perception de la corruption, les observateurs craignent un nouveau recul du classement du Maroc (l'année dernière le Maroc a été classé 80<sup>ème</sup> sur 180 pays au lieu de 72<sup>ème</sup> un an auparavant).*

*Attajdid*

**Scandale immobilier à Beni Mellal**

*La Cour suprême examinera très prochainement le dossier du scandale immobilier de Beni Mellal. L'accusé principal dans cette affaire est un notaire de Rabat qui aurait aidé un promoteur immobilier à acquérir un terrain à Beni Mellal à un prix symbolique, avec des documents falsifiés contestés par les victimes.*

*Assabah*

**Des commissions d'inspection incapables d'élucider de gros vols dans les communes**

*Selon des sources du journal « Asdae », les commissions d'inspection opérant dans plusieurs communes urbaines s'arrêtent sur des détails insignifiants au lieu de se pencher sur des dépenses importantes et injustifiées au niveau du budget des communes. Les mêmes sources ajoutent que l'absence de traçabilité de ces débits empêche les inspecteurs de démêler les vols et les détournements de fonds.*

*Asdae*

**Tamesna/General Contractor : HEJIRA s'implique**

*Le ministre de l'Habitat HEJIRA a rassuré les 1500 clients de General Contractor en indiquant que les avances versées n'ont pas été détournées mais ont servi à la réalisation d'une partie du projet immobilier. Ce qui donne une garantie supplémentaire aux clients, selon le ministre. Par ailleurs, HEJIRA indique qu'il est possible de donner aux nouveaux actionnaires l'agrément nécessaire pour construire, si les clients le souhaitent.*

*Le Soir*

**18/11/2009**

**Un ancien parlementaire implique des agents de la Sûreté Nationale dans un trafic de drogue**

*Dans le cadre de l'enquête menée par Nouredine DAHIN, juge d'instruction près la Cour d'appel de Casablanca, sur un ancien parlementaire détenu dans l'affaire Triha, l'accusé a révélé l'implication d'agents de la Sûreté Nationale et de la Gendarmerie Royale de la région de Meknès dans un trafic de drogue. A priori, ils couvraient des trafiquants en contrepartie de pots-de-vin réguliers.*

*Assabah*

## **Des conseillers communaux déposent une plainte pour faux contre un président de conseil communal**

*Des conseillers communaux ont déposé une plainte contre le Président de la commune d'Ouled Slama, province de Kenitra, pour falsification d'un procès verbal. Les plaignants ont précisé dans la plainte déposée auprès du Wali de la région que 12 jours après la clôture de la session ordinaire du conseil municipal du mois d'octobre, ils ont reçus un procès verbal relatant des faits fictifs. Le président de la commune a nié toutes les accusations qui lui ont été adressées et a promis de poursuivre ces conseillers pour diffamation.*

*Al Massae*

## **L'Inspection générale de l'administration territoriale enregistre des irrégularités**

*La commune Sahel Ouled Hariz est le théâtre de conflits opposant le Président du Conseil communal à ses opposants à la suite de la suspension du président pour des irrégularités administratives et financières enregistrées par l'Inspection générale de l'administration territoriale lors de son enquête le 28 janvier 2008.*

*Al Ayam*

**19/11/2009**

## **Selon une étude faite par Transparency Maroc, seulement 6% des parents sont satisfaits de la qualité de l'enseignement délivré à leurs enfants**

*Selon une étude récente, le pourcentage des parents satisfaits de la qualité de l'enseignement délivré à leurs enfants ne dépasse pas 6.1%, dont 2.2% en milieu rural. 30% des parents ont qualifié la qualité de l'enseignement de bonne, 50% la trouve moyenne et 13% faible. Selon la même étude, le niveau de satisfaction est très faible dans le milieu rural comparé au milieu urbain. La publication de cette étude par Transparency Maroc coïncide avec le plan d'urgence établi par le ministère de l'Education Nationale qui a suscité de vives réactions.*

*Rissalat Al Oumma*

## **HEJIRA : Les hauts responsables suspendus n'ont pas reçu de pots-de-vin**

*Lors de la présentation du budget de son ministère à la Chambre des représentants, Ahmed Taoufik HEJIRA, le ministre de l'habitat a présenté des explications sur les raisons qui ont motivé la suspension de deux hauts responsables de son ministère et d'un haut responsable du ministère de l'intérieur. Il s'agit de Rachid AFIRAT, le directeur du patrimoine au ministère de l'intérieur, du secrétaire général du ministère de l'habitat, Najib Mohamed HALIMI et du directeur de l'urbanisme, Mohamed Adib ALAOUI. Selon HEJIRA, cette suspension relève de la gestion administrative d'un dossier commun entre le ministère de l'habitat et celui de l'intérieur. Une erreur administrative a été enregistrée au niveau de ce dossier qui a conduit à la prise de trois mesures : l'ouverture d'une enquête afin de s'assurer qu'il s'agit bien d'une erreur qui n'est pas motivée par la corruption, le favoritisme ou tout autre avantage personnel, la suspension des trois responsables concernés et l'information de l'opinion publique par le biais de la MAP.*

*Assabah*

**20/11/2009**

**Administration : La e-administration contre la corruption**

*Selon Mohamed ABBOU, ministre chargé de la modernisation des secteurs publics, la e-administration peut réduire considérablement la corruption et elle peut même réduire son impact. Le ministre estime que la corruption contribue à la hausse du coût des activités des services administratifs et à la réduction de la capacité compétitive des entreprises.*

*Le Soir*

**57 agents d'autorité impliqués dans une affaire de construction illégale**

*Le ministère de l'Intérieur a mis fin aux fonctions d'un certain nombre d'agents d'autorité sous prétexte de démission, retraite...etc. Selon des sources d'Assabah, les vraies raisons de cette décision du ministère sont l'implication de ses agents dans des affaires de construction illégale et d'abus de pouvoir.*

*Assabah*

**Des marchés mystérieux conclus entre la direction de l'hôpital régional et des entrepreneurs**

*Des militants des droits de l'Homme à Boulmane ont organisé une manifestation devant la préfecture en raison des irrégularités qui entachent la gestion du centre hospitalier régional. Les manifestants demandent des éclaircissements sur les marchés conclus entre l'ex-direction du centre hospitalier et des entrepreneurs.*

*Al Massae*

## Spécial conférence de presse : Transparency Maroc présente le rapport de la première étude sur le « Système national d'intégrité » au Maroc et les résultats de l'Indice de perception de la corruption 2009

Transparency Maroc a organisé le mardi 17 novembre 2009, à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc à Rabat, une conférence de presse. La rencontre a permis de présenter le rapport d'étude sur le « Système national d'intégrité ». Elle a aussi coïncidé avec la publication de l'Indice de perception de la corruption pour l'année 2009.

La rencontre a été destinée également à la présentation du numéro 8 de la revue Transparency News, publiée par l'Observatoire de la corruption, consacré à la transparence dans la gestion des recettes fiscales.

Cette conférence a fait l'objet d'une couverture par les chaînes télévisées ainsi que de comptes-rendus dans la presse écrite et électronique dont nous présentons une synthèse ci-dessous.

A cette occasion, Transparency Maroc a publié un communiqué de presse disponible sur le site de l'association : <http://www.transparencymaroc.ma/>

Pour lire l'intégralité des articles publiés, se connecter sur le site de Transparency Maroc : [http://www.transparencymaroc.ma/index.php?option=com\\_content&task=view&id=65&Itemid=88888971](http://www.transparencymaroc.ma/index.php?option=com_content&task=view&id=65&Itemid=88888971)

**18/11/2009**

### **Transparency présente les résultats de l'Indice de perception de la corruption : classé 89ème, le Maroc perd 9 places en un an**

*Cette année, le Maroc confirme sa régression en matière de lutte contre la corruption en occupant la 89ème place sur le tableau mondial de l'Indice de perception de la corruption, avec un IPC qui est passé de 3.5 en 2008 à 3.3 sur 10 en 2009. La régression marocaine est régulière à l'échelle mondiale mais aussi arabe et continentale, a révélé le Secrétaire général adjoint de Transparency Maroc, M. Azzeddine AKESBI, lors d'une conférence de presse donnée mardi à Rabat par les dirigeants de Transparency Maroc. En 10 ans de couverture de l'IPC, le Maroc perd 44 places, passant de la 45ème place en 1999 à la 89ème aujourd'hui. Selon M. A. AKESBI, il y a un déphasage majeur entre le discours fort contre la corruption et la réalité. Il faut mettre fin aux déclarations d'intention, ont fait savoir les dirigeants de Transparency Maroc. En attendant, l'association vient de rendre public son premier rapport consacré à l'étude du Système national d'intégrité. En un peu plus de 120 pages, cette étude appelle à l'urgence de l'action et des réformes et émet des recommandations essentielles dont la généralisation de l'obligation de rendre des comptes, le renforcement de la participation citoyenne dans la prise de décision et l'interpellation des pouvoirs publics.*

*Libération*

### **Corruption : Scandaleuse contre-performance**

*Transparency International vient de rendre public l'IPC pour l'année 2009. Cette année, la situation du Maroc se dégrade encore davantage. Les militants anti-corruption sont consternés par ce nouveau score. Le déphasage persistant entre le discours officiel et la réalité en est la principale cause, souligne avec force le SG de Transparency Maroc M. Rachid FILALI MEKNASSI. Sur les 16 pays arabes concernés par l'IPC, le Maroc est classé 8<sup>ème</sup>, devancé par le Qatar, les Emirats arabes unis, le Bahreïn, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, la Tunisie et le Koweït. Lors de la conférence de presse, Transparency Maroc a rendu public son premier rapport sur le Système national d'intégrité.*

*Al Bayane*

### **Corruption : Transparency International va à la racine du mal**

*En une seule année, le Maroc perd 9 places et dégringole au 89ème rang mondial. C'est ce qui ressort des résultats de l'Indice de perception de la corruption 2009, présentés mardi à Rabat par Transparency Maroc. L'association a rendu publique par la même occasion une étude portant sur l'intégrité dans la gestion des affaires publiques. Le rapport de l'étude revient sur le processus électoral où le financement des partis est loin d'être efficace malgré l'injection de l'argent public dans les campagnes électorales. La réalité est telle que le coût d'entrée en politique est très important, les cotisations des adhérents des partis ne suivent pas et le militant bénévole est en voie de disparition. L'ONG recommande une opération d'assainissement des élections.*

*Le Soir*

### **L'Indice de Perception de la Corruption : La chute libre du Maroc**

*Le Secrétaire Général de Transparency Maroc, M. Rachid FILALI MEKNASSI, a organisé, mardi dernier à la bibliothèque nationale de Rabat, une conférence de presse pour rendre publics les résultats de l'Indice de perception de la corruption. Le Maroc se classe 89e sur 180 pays avec un score de 3,3 sur une échelle de 10. Ceci dénote une régression régulière en matière de lutte contre la corruption et une absence de progrès vers une bonne gouvernance publique et privée. Les conclusions de l'analyse du Système national d'intégrité effectuée par Transparency Maroc confirment clairement les constats effectués par les différentes enquêtes et études précédentes qui ont identifié les niches de corruption au Maroc dans le système judiciaire, la police, la douane, les administrations, les marchés publics... Malgré une volonté politique clairement affichée et la mise sur pied d'instances de lutte contre la corruption, les résultats concrets tardent cruellement.*

*Au fait*

### **Le Maroc enregistre un grand recul dans la lutte contre la corruption**

*Selon les résultats de l'Indice de perception de la corruption de 2009, présentés par Transparency Maroc, mardi à Rabat, le Maroc, classé 89<sup>ème</sup> sur 180 pays avec un score de 3.3 sur 10, perd 17 places en 3 ans dont 9 en seulement un an. Selon Transparency Maroc, cette régression est due à l'inefficacité de la lutte contre la corruption, à l'incapacité du pouvoir judiciaire d'exercer convenablement ses fonctions et à la non-reconnaissance du droit d'accès à l'information, facteur clé dans la promotion de la transparence. Transparency Maroc a également publié un rapport sur le Système national d'intégrité qui souligne un déphasage majeur entre le discours fort contre la corruption et la réalité. Quant au 8<sup>ème</sup> numéro de Transparency News, il présente une analyse de l'organisation fiscale au Maroc qui met la lumière sur l'ambiguïté et la confusion de la loi de finance dues à la faible implication des médias et des partis politiques. S'ajoute à cela la quasi-absence de contrôle interne au sein de l'administration fiscale.*

## **Le Maroc occupe la 89<sup>ème</sup> place dans le classement de l'Indice de perception de la corruption**

*Le Maroc a reculé dans le classement de l'IPC avec un score de 3.3 sur 10, confirmant ainsi sa régression régulière à l'échelle mondiale et arabe. Le Maroc est classé 89ème sur le plan mondial et 8ème au niveau des 16 pays arabes concernés par l'IPC. Le Maroc perd ainsi en une seule année 9 points. Ces résultats ont été présentés par Transparency Maroc, mardi à Rabat. L'association a présenté par la même occasion son premier rapport sur le Système national d'intégrité. Selon M. Abdellatif NGADI, membre du bureau exécutif de Transparency Maroc, le Maroc a assisté à la mobilisation de plusieurs institutions nationales qui ont adopté le plan d'action gouvernemental pour lutter contre la corruption. Quant à M. Azzeddine AKESBI, secrétaire général adjoint de Transparency Maroc, il a exprimé son mécontentement face aux résultats de cette étude qui a duré 6 mois, en précisant que le système judiciaire marocain reste parmi les secteurs les plus corrompus. Lors de la même conférence, le directeur de l'Observatoire de la corruption, Mohamed Ali LAHLOU, a présenté le 8<sup>ème</sup> numéro de Transparency News, consacré à l'organisation fiscale au Maroc, qui a mis en lumière l'ambiguïté et la confusion de la loi de finance dues à la faible implication des médias et des partis politiques. S'ajoute à cela la quasi-absence de contrôle interne au sein de l'administration fiscale.*

*Al Jarida, Assahrae Almaghribiya*

## **Le Maroc recule dans le classement de l'Indice de perception de la corruption**

*M. Azzeddine AKESBI, Secrétaire général adjoint de Transparency Maroc, partage l'avis de M. Rachid FILALI MEKNASSI, Secrétaire général de Transparency Maroc, quant au décalage entre les politiques annoncées par le gouvernement pour la lutte contre la corruption et les mécanismes de leur mise en œuvre. Selon le rapport présenté par Transparency Maroc mardi à Rabat, le Maroc est classé 89<sup>ème</sup> à l'échelle mondiale et 8ème au niveau des 16 pays arabes classés par l'IPC 2009. Le Maroc perd ainsi 9 places en un an et 44 en 10 ans, passant du 45<sup>ème</sup> rang en 1999 au 89<sup>ème</sup> en 2009.*

*Annahar Al Maghribiya*

**19/11/2009**

## **Lutte contre la corruption : la dégringolade se poursuit...**

*Une conférence de presse a eu lieu mardi dernier à Rabat à l'initiative de Transparency Maroc pour présenter les résultats de l'IPC 2009. Cette réunion a été également l'occasion de présenter et de discuter du premier rapport sur le Système national d'intégrité. A l'ouverture des travaux de cette réunion, M. Azeddine AKESBI, Secrétaire général adjoint de TM a passé en revue les résultats de l'IPC. Parmi les 180 pays couverts, le Maroc arrive en 89<sup>ème</sup> position cette année, soit une régression de 9 points par rapport à 2008. En l'espace d'une décennie, le Maroc a chuté de 44 places dans le classement de l'IPC, et rien qu'entre 2007 et 2009, il a enregistré une régression de 17 places.*

*Le Matin*

### **Le Maroc perd 44 places en 10 ans**

*Selon les résultats de l'IPC 2009 publiés par Transparency, le Maroc affiche cette année un IPC de 3.3 contre 3.5 l'année précédente. Le royaume se situe ainsi au 89<sup>ème</sup> rang mondial. Une place qu'il partage avec le Malawi et le Rwanda. Sur une décennie, le Maroc est passé du 45<sup>ème</sup> rang mondial en 1999 au 89<sup>ème</sup> en 2009. Cette chute de plus de 40 places est expliquée, selon Transparency, par l'analyse du Système national d'intégrité. 16 institutions clés ont été passées au peigne fin, parmi elles, le pouvoir exécutif, la Justice, la Cour des comptes, le Parlement, le secteur privé, les médias, la société civile... Une enquête de l'Indice de perception de la corruption des pays exportateurs sur l'appréciation de la corruption dans les différents secteurs révèle que le système judiciaire est le secteur le plus corrompu au Maroc (3.8), suivi de la police (3.4), des partis politiques (3.1) et les services de la santé (3). Le baromètre mondial de la corruption révèle que 60% des ménages marocains consultés déclarent avoir versé des pots-de-vin au cours de l'année qui précède l'enquête. La question est alors de savoir si le Maroc peut se débarrasser d'une corruption endémique présente et intégrée dans quasiment toutes les sphères de la société ?*

*L'Economiste*

### **Indice de perception de la corruption 2009 : Le Maroc perd 9 places**

*Selon les résultats de l'IPC 2009 de Transparency International, le Maroc a perdu 9 places dans le classement mondial en passant de la 80<sup>ème</sup> place en 2008 à la 89<sup>ème</sup> en 2009. Avec une note de 3.3 sur 10 contre 3.5 en 2008, le Maroc confirme sa régression régulière non seulement à l'échelle mondiale mais également à l'échelle arabe et continentale. C'est ce qu'a indiqué Transparency Maroc lors d'une conférence qui s'est tenue mardi 17 novembre à Rabat. L'association a également publié un premier rapport qui sanctionne le travail de recherche et de délibérations publiques entrepris depuis une année, en partenariat avec 4 autres pays arabes, dans le cadre du projet de Transparency International dénommé MABDA.*

*Aujourd'hui le Maroc*

### **Le Maroc a régressé de 44 places dans le classement de l'Indice de perception de la corruption durant la dernière décennie**

*Lors d'une conférence qui s'est tenue, mardi 17 novembre, à Rabat, Transparency Maroc a publié les résultats de l'IPC 2009 de Transparency International. Le Maroc a perdu 9 places dans le classement mondial en passant de la 80<sup>ème</sup> place en 2008 à la 89<sup>ème</sup> en 2009. En l'espace d'une décennie, le Maroc a chuté de 44 places dans le classement de l'IPC. Selon M. Azzeddine AKESBI, Secrétaire général adjoint de Transparency Maroc, il y a un grand déphasage entre les discours et la réalité concernant la politique du gouvernement sur la mise en pratique des lois concernant la corruption. M. Rachid FILALI MEKNASSI, Secrétaire général de Transparency Maroc, a confirmé de son côté qu'il y a un décalage entre les politiques annoncées par le gouvernement et leur mise en œuvre. En présentant l'étude sur le Système national d'intégrité, M. Abdellatif NGADI, membre du bureau exécutif de Transparency Maroc, a insisté sur la nécessité de généraliser la publication des comptes, l'obligation pour les autorités publiques de rendre compte, la protection des dénonciateurs, des témoins et des experts pour leur implication dans la lutte contre la corruption et la reconnaissance du droit à l'accès à l'information.*

*Attajdid*

## **Le Maroc occupe la 89<sup>ème</sup> position dans le classement de l'Indice de perception de la corruption**

*Selon le rapport présenté, mardi dernier à Rabat, par Transparency Maroc, le Maroc a perdu 9 places dans le classement mondial en occupant la 89<sup>ème</sup> position en 2009. Le pays confirme sa régression régulière à l'échelle mondiale de 44 places sur une décennie, passant du 45<sup>ème</sup> rang mondial en 1999 au 89<sup>ème</sup> en 2009. Sur les 16 pays arabes couverts par l'IPC, le Royaume est classé 8<sup>ème</sup>.*

*Alousboue Assahafi*

## **Transparency Maroc présente une étude sur le Système national d'intégrité**

*Transparency Maroc a organisé, mardi dernier à Rabat, une conférence de presse pour présenter les résultats de l'Indice de perception de la corruption 2009. Le Maroc a enregistré un recul avec une note de 3.3 sur 10 lui attribuant le 89<sup>ème</sup> rang au niveau mondial et le 8<sup>ème</sup> au niveau des 16 pays arabes couverts par l'IPC. Le Maroc confirme ainsi sa régression régulière à l'échelle mondiale et arabe. A l'ouverture des travaux de la conférence, M. Rachid FILALI MEKNASSI, Secrétaire général de Transparency Maroc, a souligné les efforts fournis par l'association pour la lutte contre la corruption. M. Abdellatif NGADI, membre du bureau exécutif de Transparency Maroc, a présenté quant à lui le premier rapport de l'ONG sur le Système national d'intégrité, et a annoncé que la corruption n'est plus un tabou au Maroc, vu le nombre d'institutions nationales mobilisées pour mettre en œuvre le plan d'action gouvernemental de lutte contre la corruption. Le 8<sup>ème</sup> numéro de Transparency News a également été présenté lors de cette conférence, consacré ce trimestre à l'organisation fiscale au Maroc.*

*Al Mounaataf*

## **Transparency Maroc appelle à une réforme profonde et urgente**

*Transparency Maroc a présenté un Système national d'intégrité faible, incapable de jouer son rôle dans la lutte contre la corruption ou de disposer d'un système judiciaire efficace, un système qui ne reconnaît pas l'accès à l'information comme un droit fondamental. Transparency Maroc a rappelé, lors de la conférence de presse tenue mardi à Rabat, l'urgence d'engager des réformes profondes afin de consolider la transparence et la bonne gouvernance. L'association a insisté sur la nécessité de protéger les dénonciateurs, les témoins et les experts, et d'encourager leur participation dans la lutte contre la corruption. Elle a également appelé à la généralisation de la publication des comptes et à l'interpellation des pouvoirs publics.*

*Al Hayat*

**20/11/2009**

**Corruption : Dysfonctionnements multiples**

*Le Maroc passe du 80e au 89e rang dans le classement de Transparency relatif à la corruption. Ce malgré le fait que des institutions ont été créées, des règles autour des marchés publics et de leur transparence ont été édictées, toutes les administrations ont fait du contrôle interne et de la sanction des comportements illicites un axe principal de leur action. Une telle lutte n'a de chances que si elle est quotidienne, implacable et universelle. Tant que la justice marocaine n'accordera pas l'impunité au corrupteur qui dénonce le corrompu, on n'y arrivera pas.*

*L'Observateur*

**Corruption : Le Maroc dégringole au classement Transparency International**

*Le Maroc a dégringolé de 9 places en passant de la 80<sup>ème</sup> à la 89<sup>ème</sup> place sur 180 pays, au classement 2009 de Transparency International sur la corruption. Le Royaume, en constante régression avec une note de 3,3 sur 10 (3,5 en 2008), est devancé par la Tunisie (65<sup>ème</sup>) mais reste mieux classé que l'Algérie et l'Égypte.*

*Bladi.net*